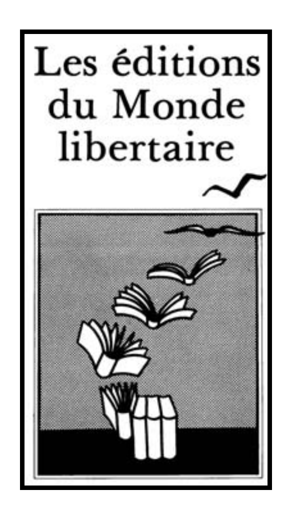
L'AUTOGESTION ANARCHISTE

FEDERATION ANARCHISTE

Collectif



Collection *Brochure Anarchiste*

ISSN 1159-3482 – ISBN 2-903013-99-3

Editions du Monde Libertaire
145 rue Amelot - 75011 Paris

www.federation-anarchiste.org/editions

Photo de couverture : prise de décision dans l'usine Brukman, en Argentine.
Issue du film « The Take » de Naomi Klein.

SOMMAIRE



Quelle actualité de l'autogestion?

Le règne de la marchandise, associé au développement des nouvelles technologies, a une nette tendance à s'approprier des icônes, des concepts ou des mots issus d'un vocabulaire politique. Que ce soient une compagnie de chemin de fer ou une chaîne d'hypermarchés, des marques de vêtements,... L'usurpation d'une culture de la contestation issue des années 70 est utilisée à la fois pour la tourner en dérision, la vider de son sens en la normalisant via la publicité, mais aussi parce qu'elle conserve sans doute un certain attrait. Parmi ces conceptions "retournées", il y a l'autogestion.

De nombreux produits en ligne sur l'internet, ou par téléphone, sont en effet proposés au consommateur sous forme de libre service afin d'adapter les besoins du client aux options commerciales proposées par l'opérateur. Ainsi, le "Do it yourself" des années 70 fait maintenant résonance au plus récent "Autogérez votre consommation" et autres "Autogérez vos forfaits". L'autogestion... Issue des plus profondes aspirations à l'émancipation, sans cesse enrichie par les peuples et les civilisations qui se la sont appropriées, elle nous reviendrait aujourd'hui sous forme de hochet consumériste ? Alors, "has been", l'autogestion ?

En France, à côté de collectifs éditoriaux (la revue Autogestion, Autogestion et socialisme...) ou pédagogiques, ce sont surtout deux organisations qui ont popularisé l'autogestion jusqu'au milieu des années 70. D'une part la CFDT, fraîche séparation du syndicat chrétien, la CFTC; d'autre part une organisation politique aujourd'hui disparue, le Parti Socialiste Unifié. Chacune a, dans le monde du travail et dans la vie politique, permis l'éclosion de réflexions et d'expérimentations, mais principalement sur la voie sociale-démocrate de l'étatisation et de l'intégration de l'économie autogestionnaire au développement capitaliste. La conception de l'autogestion fut à ce point vidée de son contenu révolutionnaire que les partis socialistes et communistes d'alors pensèrent intégrer ce volet dans leur "Programme commun de gouvernement" en 1972. Ce qui permet aussi, rétrospectivement, de se dire que la pratique autogestionnaire était sans doute très populaire.

Aujourd'hui, que reste-t-il de cette revendication de la "deuxième gauche" d'alors ? Plus rien, ou si peu. Le mot "autogestion" semble avoir disparu du vocabulaire politique contemporain. De nos jours, la "deuxième

gauche" qui trouve à peu près son équivalent dans la "gauche altermondialiste", revendique la "démocratie participative", Porto Alegre au Brésil faisant figure d'exemple. La seule formulation de ce concept montre qu'il s'agit d'une nouvelle forme de gouvernance qui a d'ailleurs vocation à cohabiter avec la représentation parlementaire traditionnelle. Et si l'objectif affiché est la démocratie directe, nous sommes là encore face à une "étape intermédiaire", une "transition" qui dure depuis vingt ans à Porto Alegre. Or, dans cette ville, le cadre d'intervention et de décision laissé aux habitants est étroit et partiel. Il est d'abord défini par les élus du pouvoir en place et leurs experts, et garde une organisation verticale. Et cette "démocratie participative" reste conditionnée par des élus eux-mêmes nommés par des partis qui n'ont rien à voir avec l'autogestion ou la démocratie directe.

D'autres encore, tout en se déclarant anticapitalistes, marxistes et écologistes, écrivent (1) que "L'autogestion est tombée en désuétude en raison de limites endogènes: elle nie la question du pouvoir et néglige les parties prenantes extérieures de l'entreprise (clients, usagers, etc...)". On répondrait alors à cet échec par "un pouvoir politique à qui il revient de décider des priorités".

Alors, quoi de neuf sur l'autogestion, à gauche ou à son extrême ? Globalement, une formidable régression, en fait. Des années 70 à aujourd'hui, pour ce qui est de l'ambition pour une société autogérée se libérant des pouvoirs politiques et économiques, c'est un recul, associé à d'autres renoncements idéologiques (acceptation de l'idéologie sécuritaire, renoncement à un projet de société émancipateur, soumission aux institutions nationales et supranationales et à la loi du marché...) qui est explicable, d'une façon certaine. Comment s'en étonner ? Et pourtant...

Pourtant, l'autogestion en marche avance plus vite que celle qui pense !



L'autogestion, éternelle invitée surprise

De l'autre côté de l'Océan, au Mexique, la révolte du Chiapas, débutée le 1er janvier 1994 pour protester contre l'Accord de libre échange économique (Alena) initié par les USA et le Canada, continue à étonner par sa longévité et sa créativité, malgré les difficultés et la répression. Un an après le soulèvement, on apprend l'existence des communes et territoires rebelles, les MAREZ, qui sont inspirés de la tradition indigène enrichie, et qui font appel aux notions d'autogestion en remettant en avant le concept d'auto-gouvernement. Les modes d'organisation armée, villageoise et populaire, autant que les modalités des prises de décision, sont des formes évolutives d'autogestion.

En France, les mobilisations massives de novembre et décembre 1995 contre une nouvelle réforme de la protection sociale ont fait date. Si le mouvement fut un échec -excepté pour les cheminots-, il est sans doute une étape dans la montée en puissance d'une demande diffuse de démocratisation des luttes et des syndicats. Les pratiques horizontales d'alors ont permis l'épanouissement des assemblées générales, professionnelles et inter-professionnelles, contestant bien souvent des bureaucrates syndicaux incontournables jusqu'alors. C'est d'ailleurs de cet épisode de la lutte sociale que les syndicats SUD connaîtront un nouvel essor, et que la renaissante CNT va grossir ses rangs. Or, ces deux enfants terribles du syndicalisme sont structurés à partir de, ou tendent vers, des mots d'ordre et des pratiques autogestionnaires.

Dans le même temps, le mouvement de protestation contre la globalisation capitaliste redécouvre et adopte des pratiques autogestionnaires lors de ses rassemblements de masse à travers le monde. Du 28 mai au 3 juin 2003, la campagne menée par les libertaires et une partie du mouvement social pour s'opposer au Sommet du G8 à Evian, en France, se traduit par la constitution de collectifs locaux convergeant vers la structuration du "Vaaag", le Village anticapitaliste, alternatif et anti-guerre (2). Ce village de milliers de protestataires sera l'occasion, dans des conditions difficiles, de proposer la mise en oeuvre des pratiques collectives autogestionnaires touchant à l'organisation fédéraliste du village aussi bien qu'à l'organisation d'actions publiques contre les chefs d'états qui se réunissaient.

Lors du Forum social européen qui s'est déroulé les 13 et 14 novembre 2003 à Saint Denis et Bobigny en région parisienne, s'est tenu un séminaire agrémenté de deux ateliers, "Actualité de l'autogestion". Logiquement,

nombre d'interrogations posées se situaient dans l'axe de la réflexion : "Comment revivifier la démocratie parlementaire et participative par le biais de l'autogestion ?". Non loin de là, à Saint Ouen, les anarchistes organisaient le Forum social libertaire et posaient, dans les faits -c'est à dire dans l'organisation concrète et non sans difficultés- les enjeux de l'autogestion libertaire: autonomie dans la cohésion, concertation dans la différence, tentatives de généraliser l'autogestion à tous les niveaux du Forum, mandatement...

La même année, au cours des évènements des 19 et 20 décembre, long aboutissement d'une série de crises économiques, de scandales financiers et d'une corruption dépassant largement la seule classe politique, les argentins font fuir le président De la Rua du palais présidentiel, afin de protester contre l'Etat de siège. L'absence partagée de confiance dans les institutions amènent les argentins à organiser leurs protestations et leurs moyens de décider, de façon autogestionnaire. Dans les villes, les assemblées de quartier font converger les "voisins" et mandatent des représentants aux assemblées fédérales. Des hommes et femmes au chômage et dans la pauvreté, avaient déjà inauguré la démocratie et l'action directes à travers le mouvement des "piqueteros", organisations coupant les routes en signe de protestation pour affirmer leurs attentes de dignité et de revenus décents. Les foires du troc ou la création de monnaies locales, gérées horizontalement par des usagers, venaient opportunément pallier au manque de devises et surtout de revenus d'une frange massive de la population, abusée par les banques qui limitaient les retraits d'argent aux guichets. Toujours sur le plan économique, le mouvement des entreprises récupérées par leurs salarié-es (il y en a deux cents à ce jour), est un des mouvements parmi les plus significatifs d'une autogestion intéressant une opinion en recherche de pratiques sociales horizontales et directes, sans intermédiaires et structurées. Le film de Noami Klein, "The take", sorti en 2005 dans les cinémas français, relate cet aspect de la résistance populaire et autogestionnaire argentine. Déjà, en 2000, le cinéaste français Jean Michel Carré avait relancé le débat en relatant une autre expérience, celle de la reprise d'une mine par ses travailleurs, à Tower Colliery, en Pays de Galles, Angleterre. Ce film prolongera sa carrière par un livre, "Charbons ardents" qui est aussi le titre du film.

L'AUTOGESTION

c'est :

▲ L'EMANCIPATION

des travailleurs par la GESTION DIRECTE de leurs entreprises.

▲ LA COORDINATION

de la totalité des fonctions SANS HIERARCHIE, SANS ETAT.

▲ L'EGALITE ECONOMIQUE

par la SUPPRESSION DES CLASSES et des catégories.

C'est la condition indispensable au lendemain d'une REVOLUTION à l'existence d'un SOCIALISME LIBERTAIRE.

FEDERATION ANARCHISTE

Les anarchistes aujourd'hui et l'autogestion

Les convulsions populaires les plus récentes et leurs expressions autogestionnaires sont toujours l'occasion de dire que les anarchistes restent les partisans d'une autogestion intégrale, articulée de façon fédéraliste avec pour projets la société égalitaire et la démocratie directe. Ils sont souvent seuls, dans le champs syndical, à assurer la continuité de la maxime de la 1ère Association internationale des travailleurs: "L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes" et de la charte d'Amiens de 1906 qui décida entre autres que le syndicat "prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale".

Sur le plan politique, ils restent partisans de l'abstention active des citoyens lors des consultations électorales, entre autres pour pointer du doigt cette forme de démission collective alors que nous devons reconquérir la légitimité et nos capacités à décider; participer aux élections est un processus qui laisse en place une représentation verticale, incompatible avec l'autogestion généralisée et pérennise une société de classe centralisée qui déresponsabilise.

Plus banalement, on ne compte plus les collectifs libertaires à caractère éditoriaux, les radios, librairies, squats, syndicats, groupements divers... qui pratiquent à plus ou moins grande échelle l'autogestion, avec plus ou moins de réussite, mais toujours avec courage et naturel. L'autogestion est un volet essentiel de la culture, des pratiques et des finalités anarchistes.

Sur un plan plus idéologique, Abraham Guillen (1913-1993), militant anarchiste espagnol, fils de paysans aragonais, auteur d'une cinquantaine d'ouvrages sur des thèmes variés, a laissé une oeuvre inconnue du public francophone, au moins. Chassé par le franquisme, il se réfugiera en Argentine et sera journaliste, économiste, universitaire... Il écrira des ouvrages sur le socialisme d'autogestion, le coopérativisme (il fut expert pour l'ONU), la démocratie directe, la propriété sociale... En 1988, la Fondation Anselmo Lorenzo de Madrid, liée à la CNT, publiera "Economie libertaire, alternative pour un monde en crise". Puis en 1990, le collectif éditorial madrilène "Madre Tierra" édite "Economie autogestionnaire, les bases du développement économique de la société libertaire". Cet imposant ouvrage de 506 pages développe un examen fouillé de l'organisation et des contradictions de l'économie capitaliste, privée et d'état, et des conséquences qui en découlent. A. Guillen y nourrit une réflexion que l'on sent inspirée par ses observations, ses études, sa pratique autogestionnaire. Il avertit le lecteur: "Nous ne voulons pas tomber dans le fétichisme idéologique dans lequel est tombé le socialisme d'autogestion, que ce soit dans l'Utopie de Thomas More ou le phalanstère de Fourier. Non. Le socialisme d'autogestion, qui est le commencement réel du socialisme libertaire, aura dans sa première étape des contradictions d'un autre ordre qu'avec le capitalisme privé ou d'Etat" (page 191). L'autogestion n'est pas un chemin facile à emprunter...

Cette certitude, Robin Hahnel et Michael Albert, la partagent aussi, au même moment que Guillen. Tous deux se sont fait connaître au public francophone lorsque les éditions Agone ont publié leur contribution sur "L'économie participative ou Ecopar", en anglais, "Participory economics ou Parecon" (3). Cette proposition économique et sociale, élaborée par les deux américains dans les années 1990, bannit le marché autant que la planification centrale comme institutions, mais également la hiérarchie du travail et du profit. Dans cette économie, des conseils de consommateurs et de producteurs se coordonnent, et la propriété publique des moyens de production, la coopération, la solidarité... sont autant des moyens que des finalités. Dans ce

cadre, l'autogestion prend une place prépondérante: "Ici encore, pour aller rapidement à l'essentiel, disons simplement que les auteurs aboutissent à une définition de l'autogestion entendue comme le fait que la voix de chacun a de l'impact sur une décision à proportion de ce qu'il sera affecté par cette décision. Albert et Hahnel tiennent avec raison cette définition de l'autogestion comme un des apports les plus originaux, novateurs et lourds d'impact de l'Ecopar". (Normand Baillargeon).



Et maintenant ?

Au fil du temps, l'autogestion s'est invitée à la table de l'utopie et des pratiques sociales surtout quand on ne l'y invitait pas. Tant mieux. Elle s'affranchit des barrières de la distance, de la culture, du temps. Elle revient, sous une forme ou sous une autre, quel que soit le nom qu'on lui prête, sur tous les continents, sous tous les régimes. Elle est universelle.

Enoncée par Pierre-Joseph Proudhon qui découvrit son existence, l'autogestion n'est pas figée par les époques, les contextes. Mieux encore, si elle mérite d'être discutée, pensée,... nul besoin de parti ou d'idéologie pour la découvrir. Les travailleurs japonais qui occupèrent massivement leurs usines en 1946 en relançant et réorientant la production pour faire échec à des manœuvres d'investissements, les travailleurs de l'industrie pétrolière iranienne

qui en 1979 organisent le contrôle ouvrier des puits à la chute du régime du Shah... n'avaient certainement pas lu Proudhon !

Pourtant, cet espoir qu'il faut entretenir d'une autogestion qui resurgit parfois, doit aussi nous préoccuper puisque trop souvent, cette pratique sociale s'est diluée dans le réformisme, voire la réaction. L'autogestion n'est pas qu'un outil conjoncturel, elle est en même temps une finalité. Le récent exemple argentin est très significatif. La montée en puissance de l'autogestion ne suffit pas à déclencher des mouvements populaires vers le communisme libertaire. Exception notable, l'Espagne de 1936 à 1939, qui vit l'autogestion se généraliser dans un pays où l'anarcho-syndicalisme et l'anarchisme baignaient le peuple des villes et des champs, orientant les occupations et la production. Justement: les anarchistes se doivent d'affirmer leurs conceptions émancipatrices d'une autogestion intégrale dans l'optique d'une orientation libertaire des luttes ou des occupations.

Mais pour les affirmer, tant sur un plan théorique que sur un plan pratique, il faut se les réapproprier. L'autogestion ne fait plus débat, globalement, elle s'est banalisée chez les anarchistes, qui bien souvent, n'en connaissent pas toute l'étendue. Il ne suffit pas de prononcer le mot "autogestion" pour penser qu'il agirait comme une formule magique sur les évènements, spontanément.

Cette brochure se fixe pour objectif, modestement, d'apporter sa contribution à la construction de l'avenir autogestionnaire et libertaire. Par la connaissance, la réflexion et la pratique, l'autogestion doit retrouver une place de choix dans nos débats, notre identité politique, notre stratégie, nos objectifs. Nous devons connaître l'héritage autogestionnaire et apprécier l'effort des chercheurs contemporains d'utopies autogestionnaires et libertaires. Apprenons des autres, et affûtons nos outils pour qu'ils retrouvent leur pertinence. La proposition libertaire est à ce prix !

Il faut remercier ici la rédaction du journal Tierra y Libertad, de la Fédération Anarchiste Ibérique, et nos camarades Nelson Mendez et Aldredo D. Vallota, pour avoir bien voulu nous faire confiance pour vous présenter les textes qui suivent. Le premier, signé de José María Fernández Paniagua, nous permettra très opportunément, de parcourir un bref historique de l'autogestion et de ses origines. Il est essentiel de savoir que cette pratique sociale n'est pas spécifiquement anarchiste; il y a des autogestions, ce qui explique la floraison d'épisodes historiques dans différents pays, à différentes

époques. En revanche, c'est l'autogestion anarchiste qui s'affirme comme la négation du pouvoir politique central et l'affirmation de la capacité de la société à conduire sa destinée, avec l'entraide et le fédéralisme libertaire qui sont inséparables de l'autogestion.

Le texte suivant, "Une perspective anarchiste de l'autogestion", est une profonde réflexion sur la définition du concept d'"autogestion". Cette définition, pour être complète, amène les deux auteurs à énoncer ce qu'elle n'est pas, aussi: il y a longtemps que le Capitalisme, toujours à la recherche de nouveaux modèles pour relancer un système à bout de souffle, s'est approprié d'autres formes d'organisation, toujours dans le cadre de l'exploitation et de l'oppression qui lui est propre. Le public francophone découvrira avec cette lecture un "Décalogue de l'autogestion", écrit par Abraham Guillen. L'exposé se termine par un questionnement légitime et sans idéalisme sur les conditions et les efforts nécessaires à la réalisation de l'autogestion intégrale des libertaires.

Daniel Vidal

Notes

1- Journal Politis du 8 décembre 2005

2 - voir le DVD « A l'épreuve du réel », co-édité par les éditions du Monde libertaire et No pasaran et le livre « Le Vaaag, (Village alternatif anticapitaliste et anti-guerres) une expérience libertaire », 141 pages.

3 - Après le capitalisme, 2003, Editions Agone - BP 70072 - 13192 Marseille cedex 20



L'autogestion dans l’histoire

Dans l'histoire, il y a de nombreux exemples de tendances autogestionnaires, les plus mentionnées étant, pour ceux qui aiment l'émancipation authentique, la Commune de Paris, influencée en grande partie par la pensée de Proudhon, et les collectivités libertaires de la Révolution espagnole. Si nous remontons à l'Antiquité, le peuple chinois solutionna ses conflits sociaux ou personnels sans intervention d'aucune autorité; la culture taoïste, qui promeut une certaine harmonie naturelle et la sobriété, repoussait le pouvoir, les charges publiques et la légitimité d'un homme pour juger un autre homme. Mais il faut chercher l'authentique berceau de la pensée autogestionnaire dans le monde grec. Max Nettlau considérait que, pendant que les grands despotismes orientaux n'amenaient absolument aucun progrès intellectuel, l'atmosphère du monde grec, composée d'autonomies plus locales, permit l'épanouissement de la pensée libre; toujours en tensions avec les despotismes voisins, le territoire grec fonda une vie civique, des autonomies, des fédérations, des centres de culture et de nombreux penseurs prirent de la hauteur, avec certaines limites, sur le passé. Heleno Sana considère l'humanisme grec comme le point de départ d'un socialisme vertueux, démocratique et antiautoritaire. La démocratie athénienne, avec tous ses défauts, put être le premier modèle de la pratique politique basée sur la gestion directe du peuple. Il faut citer Zenon (342-270 av. JC), fondateur de l'école stoïque et créateur d'une grande oeuvre qui est devenu un prémisse de la pensée libertaire, qui refusait la contrainte externe et mettait en valeur l'élan moral de l'individu. Le christianisme, influencé par la philosophie grecque - et spécialement, le stoïcisme-, s'organisait à l'origine en de petites communautés autonomes qui refusaient la propriété privée et l'esclavage et pratiquaient le pacifisme et la répartition équitable; avec le temps, les communautés chrétiennes s'accomodèrent de l'Etat, trahissant leurs origines autonomes et libres.

Quelques mouvements religieux durant le Moyen Age, comme les anabaptistes, avaient pour postulats certains principes autogestionnaires, antiautoritaires et d'égalité de classe. Les cités libres médiévales, tant citées par Kropotkine, n'étaient soumises à aucun des grands pouvoirs -féodal, royal et ecclésiastique- et défendaient le droit de vivre de son travail en marge de la

rapine des seigneurs féodaux; bien que leur structure et fonctionnement fussent hiérarchisés, elles étaient régies par certains principes démocratiques comme des assemblées publiques et jouissaient d'une large marge d'autonomie pour leurs affaires internes, indépendamment des pouvoirs publics.

Avec la Renaissance vinrent une élévation de la créativité humaine et une plus grande prise de conscience sur la liberté; de cette manière, le principe autogestionnaire rencontra une base pour sa croissance. La culture gréco-latine fut revalorisée et le dogmatisme religieux fut combattu, asseyant les bases pour l'humanisme. Entre le XVIème et le XVIIème siècle, des penseurs comme Thomas More, Tomaso Campanella et Francis Bacon firent des recherches vers la société autonome idéale, avec l'esprit émancipateur bien qu'il y ait quelques éléments répressifs et irrationnels. More anticipa sur Proudhon en signalant que la propriété privée revient à un vol, un acte d'expropriation des pauvres de la part des nobles et des riches.

Malheureusement, dans ces utopies, comme celle de Platon dans le monde grec, la liberté et la valeur de l'individu ne primaient pas car elles considéraient que le tout pouvait être sacrifié aux parties de l'ensemble; c'était le germe du socialisme autoritaire, bien qu'il faille signaler comme des éléments positifs la tentative de donner une vision rationnelle et la confiance en la science. Des penseurs comme Grotinzs et Spinoza, dans la première moitié du XVIIème siècle, dépassèrent la vision féodale et la monarchie absolue et assirent les idées de la souveraineté du peuple, du pacte social basé sur le droit et la raison. Ce seront les anglais qui donneront forme au libéralisme et à la démocratie moderne, spécialement John Locke à qui revient la phrase suivante: "Tous les hommes sont libres par nature, égaux et indépendants". Cette vision de Locke, celle qui considère le gouvernement comme un produit du contrat ou du pacte volontaire souscrit par une communauté d'hommes libres et considérant la vie, la liberté et la propriété comme inaliénables, dominera le XVIIème siècle. Des penseurs comme Montesquieu, Rousseau ou David Hume et des révolutions comme l'américaine (1776) ou la française (1789) peuvent se considérer comme résultant de la pensée libérale-démocratique. Son illustration française prêtera plus d'attention à l'égalité et au social que dans la tradition anglaise, plus attentive à la liberté individuelle de l'homme. Rousseau décrivit une société politique basée sur l'égalité et la liberté des citoyens et assit les principes d'une pédagogie rationnelle basée sur la mise en valeur et le développement des bons instincts inhérents à l'être

humain. Le vieux monde rencontra un prolongement fort en Amérique du nord, qui fut féconde aux XVIIIème et XIXème siècle en esprits anticonformistes comme Jefferson, Thoreau et beaucoup d'autres. Il serait injuste de critiquer tous ces auteurs mentionnés comme étant des laquais de la bourgeoisie, qui se transformera très bientôt en classe dominante, et il faut situer leur pensée de l'époque comme représentant le progrès et la liberté. Inévitablement, il faut mentionner aussi Emmanuel Kant (1724-1804), un des grands philosophes de l'histoire, penseur influencé par l'Illustration et qui parmi tout ce qu'il a légué a mis sur l'autel de la liberté intégrale de l'homme, une liberté qui suppose l'émancipation définitive basée sur l'égalité et l'autonomie.



Naissance de l'anarchisme

L'autogestion et le socialisme libertaire sont totalement associés par l'anarchisme et peuvent se considérer complémentaires, ou résultant l'un de l'autre. Nous pouvons faire débuter la tradition du socialisme antiétatique avec William Godwin (1756-1836), auteur du premier grand livre libertaire, considéré comme tel par Nettlau: "An Enquiry concerning Political Justice", en 1793. L'esprit de l'autogestion y est présent avec la considération que tout membre de la communauté devra participer à son administration et décider des questions qui le touche. Lui aussi anglais, Robert Owen (1771-1858) fut le continuateur de cet effort autogestionnaire et consacra sa vie au projet de

formes d'organisation sociale qui répondraient aux nécessités rationnelles de l'homme et encourageraient ses instincts communautaires et coopératifs. Autre grand précurseur, Charles Fourier (1772-1837), qui possédait une grande confiance dans la force des idées dans la rationalisation de la passion humaine. L'association idéale conçue par Fourier est le phalanstère, formé par 1500 personnes, avec des caractéristiques éclectiques, mais essentiellement coopérativistes, socialistes et antiautoritaires, et s'appuyant sur la gestion volontaire et autonome des groupes de base; la production est, à la fois, industrielle et agraire, cette dernière prédominant. Fourier était confiant dans le fait que l'esprit sociétaire s'élèverait au dessus de l'esprit individualiste et que de cette manière les instincts égoïstes seraient réprimés.

Proudhon (1809-1865) est le grand théoricien, et il peut être considéré comme le véritable créateur du principe autogestionnaire. Les principales caractéristiques en seront le fédéralisme, l'anticentralisme, le mutualisme et le coopérativisme; il plaidait pour des ateliers autogestionnaires au niveau de la production et pour le fédéralisme au niveau politique. Il considérait la société comme un équilibre entre des forces libres avec des droits et des devoirs égaux où l'initiative et la responsabilité individuelle seraient primordiales. La conception autogestionnaire de Proudhon s'appuie, comme elle l'est dans la vision anarchiste en général, sur son amour de la liberté et sa passion pour la justice sociale et le sens de l'égalité. L'appropriation des instruments de production industrielle devrait être réalisée par des coopératives ouvrières qui prendraient des décisions démocratiquement et assureraient à ses membres une participation aux bénéfices proportionnelle à la contribution qui se ferait par le moyen du travail; les coopératives seraient en relation entre elles sur la base de l'échange et de la libre concurrence et se réguleraient au moyen de pactes qui donneraient lieu à une grande fédération. Les associations ouvrières de production, surgies spontanément en France au cours de la révolution de 1848, étaient pour Proudhon l'authentique "fait révolutionnaire". L'inspiration coopérativiste, si goûtée de Proudhon, parvint à Owen et Fernando Garrido fut son plus enthousiaste disciple en Espagne; au cours des années de ce que l'on appelle la Révolution Glorieuse - qui mit en déroute la monarchie d'Isabelle II-, plusieurs centaines de coopératives furent fondées qui fonctionnèrent avec succès. Dans la Première Internationale, malgré la méfiance marxiste et grâce à l'influence des disciples de Proudhon, la coopérative fut acceptée non comme un moyen révolutionnaire mais comme

des essais ouvriers pour apprendre à diriger leurs affaires et en convenant que cela aidait à la préparation de la classe travailleuse ainsi qu'au renforcement de ses liens de solidarité. Le grand penseur anarchiste et homme d'action Michel Bakounine (1814-1876) est disciple de Proudhon, en grande partie. Il considérait l'Etat comme la concrétisation de principe de commandement, source d'injustice et de déformation morale. Il militait en faveur d'une organisation de bas en haut au moyen de la libre fédération d'individus, associations, communes, districts, provinces et nations de l'humanité. Pierre Kropotkine (1842-1921), successeur de Proudhon et Bakounine et grand propagandiste du socialisme antiautoritaire, est partisan de l'abolition de la propriété privée et du salaire, qui donnerait lieu au communisme libertaire, le règne de l'abondance aux mains de toute la société, où l'on donnera satisfaction aux nécessités subjectives de tous les individus. La base éthique de toute la société est exposée dans son oeuvre "L'entraide", où il tenta de démontrer scientifiquement que l'instinct de solidarité est, parmi toutes les espèces et même l'espèce humaine, aussi développée que l'instinct de compétition ou de destruction. Kropotkine croyait en la capacité de l'homme à organiser rationnellement sa vie, uni aux autres hommes sans aucune intervention extérieure; il attribuait aux préjugés, produit de l'éducation et de l'instruction, la nécessité du gouvernement, de la législation et de la magistrature partout.

On peut rencontrer chez l'anglais William Morris (1834-1896) quelques points de rencontre avec l'anarchisme. Artiste à multiples facettes et de grande influence dans la société victorienne, essayiste et activiste politique, il rejetait l'action parlementaire et militait pour un syndicalisme de base libertaire. Il haïssait le capitalisme, synonyme pour lui d'exploitation et considérait -à l'égal du critique John Ruskin- que le bonheur ne pouvait venir que du travail non aliéné; il combattait la spécialisation et la division entre travail manuel et intellectuel, attitude adoptée aussi par les anarchistes.

Dans l'Association Internationale des Travailleurs -créée en 1864-, l'esprit autogestionnaire fut représenté par les élèves de Proudhon et Bakounine. Les espagnols adoptèrent pleinement cet esprit, bien qu'employant le nom de fédéralisme, avec la socialisation de tout moyen de production et la pleine autonomie des producteurs; un enseignement intégral pour les deux sexes était fondamental pour en terminer avec les inégalités intellectuelles comme pour en finir avec la division du travail. La tradition autogestionnaire

de Proudhon et les internationalistes libertaires firent naître le mouvement syndical dénommé anarcho-syndicalisme, avec un grand écho en France (CGT) et en Espagne (CNT). Fernand Pelloutier (1867-1901) fut un grand théoricien de l'anarcho-syndicalisme dans lequel il voyait un laboratoire des luttes économiques, éloigné des compétitions électorales et partisan de la grève sans limites; une organisation libertaire et révolutionnaire alternative aux partis collectivistes, détruisant leur influence, impulsant la formation adéquate morale, administrative et technique des travailleurs et disposée, à la fin, à assumer les instruments de production et créer la société des hommes libres. La conception autogestionnaire est ainsi une partie de la dimension anarcho-syndicaliste. Au congrès fondateur de la CNT, en 1910, on admet le syndicalisme comme une organisation capable de contrecarrer la puissance des diverses classes possédantes associées, non pas comme une fin en soi ni un idéal mais comme un moyen de lutte au présent pour aller jusqu'à l'émancipation de toute la classe ouvrière quand sa force numérique sera suffisante et qu'existera la préparation intellectuelle adéquate. Ces prémisses autogestionnaires et émancipateurs de l'anarcho-syndicalisme n'ont absolument pas perdu de leurs valeurs; malheureusement, les circonstances actuelles sont très différentes de celles où la classe ouvrière grossissait les rangs anarcho-syndicalistes de manière massive et il est urgent d'analyser au maximum la société actuelle pour chercher de nouvelles voies et réponses.





Le premier tiers d'un XXème siècle agité

En 1910, un groupe d'intellectuels se rassemblant autour de la revue New Age, en 1907, commencèrent à exposer un nouveau type de socialisme antiautoritaire dénommé "Guild Socialism" ou socialisme de corporation, version saxonne du syndicalisme latin avec quelques éléments médiévaux - idéalisation de l'artisanat et des métiers- et pacifistes. Grâce à sa tradition libérale, le manque de confiance anglaise à l'égard de toute direction gouvernementale donna lieu à cette forme de socialisme où la production devrait être contrôlée par les travailleurs dans leurs différentes branches organisées en métiers. Ils refusaient toute bureaucratisation des services sociaux, militant pour la décentralisation, le pluralisme ainsi que la joie du travail et la participation. Sans aucun doute, l'émancipation totale de l'Etat n'avait pas lieu puisque, en dernière instance, il prenait soin des fonctions d'intérêt général; bien que l'on ait défini le socialisme de corporation comme un fédéralisme économique, il ne paraît pas aller, dans ses ultimes conséquences, jusqu'à la pleine autonomie des coopératives de production.

Dans la révolution russe, les soviets ou conseils ouvriers d'usine eurent au départ une fin autogestionnaire qui pouvait répondre, en grande partie, à la tradition communautaire du mir -communauté rurale-. Déjà en 1918, les bolcheviques avaient converti les soviets en instruments du parti dans son processus de centralisation et bureaucratisation. Le mouvement insurrectionnel d'Ukraine (1918-1821), inspiré par des libertaires, créa des communautés agraires libres, basées sur l'autogestion, l'appui mutuel et l'esprit

égalitaire; chaque membre de la communauté travaillait selon ses forces et les fonctions d'organisation étaient confiées à qui avait les capacités pour cela et, une fois cette tâche accomplie, ces camarades reprenaient leur place dans le travail commun. Kronstadt -du 1 au 18 mars 1921- fut dirigé par des anarchistes et des communistes de gauche floués par le nouveau régime bolchevique et qui avaient pressenti une nouvelle forme de despotisme; au cours de leur première assemblée, il fut exigé la liberté de la presse, de réunion, l'amnistie pour les prisonniers politiques, l'abolition de la police politique, la suppression des privilèges des bolcheviques et une pratique démocratique à tous les niveaux; dans une assemblée postérieure, un Comité Révolutionnaire Provisoire fut élu, avec quinze membres, chacun d'entre eux avait pour charge la direction d'une des branches d'activités, de façon semblable à la Commune de Paris.

L'autre foyer antiautoritaire dans la révolution russe fut ce que l'on a appelé "l'opposition ouvrière" -l'une de ses figures fut Alexandra Kollontaï-, courant démocratique opposé au centralisme et partisan de l'autonomie syndicale; elle exigeait que l'économie russe vienne à être dirigée par les travailleurs eux-mêmes à travers leurs syndicats. Il faut dire que tous ces mouvements furent écrasés par le compresseur bolchevique.

Dans les années 20 et 30, on assiste à une certaine éclipse de la pensée autogestionnaire due à l'avènement du fascisme et à la stalinisation du communisme international.





Les collectivités libertaires espagnoles

Pendant la guerre civile, eut lieu en zone républicaine -spécialement en Catalogne, dans le Levant et en Aragon- un grand essai autogestionnaire qui démontra que la vie économique et sociale peut se développer sans les institutions gouvernementales. Abad de Santillán affirma qu'au début, ce fut un acte spontané de la part des ouvriers et des paysans sans qu'aucune organisation libertaire donne des instructions. Dans chaque lieu de travail un comité administratif et de direction se constitua, intégré par les hommes les plus capables et de grande confiance: des ouvriers, des experts, des ingénieurs,... Au bout de quelques semaines, il existait une économie vigoureuse, sociale et communautaire en plein fonctionnement, un contrôle de base du travail et de la production, authentiquement ouvrière et paysanne. Gaston Leval attribue l'expérience autogestionnaire à la force du mouvement libertaire et spécialement à la CNT, qui surent créer, associés aux masses, les nouvelles formes d'organisation économique; d'autres expériences avec la présence majoritaire d'autres tendances, ne firent rien de plus que copier le modèle libertaire, en prouvant que les rêves fous des anarchistes devenaient réalité. Daniel Guérin nia une quelconque répression ou adhésion forcée aux

collectivités; la préoccupation anarchiste pour la liberté individuelle le voulait ainsi. En général, les paysans réticents à la révolution s'unissait à elle en comprenant les bénéfices de l'économie autogestionnaire. Il n'exista pas d'uniformisation générale quant à la forme d'organisation, quelques collectivités pratiquaient le communisme intégral et d'autres le collectivisme. Grâce à une Caisse de compensation régionale ou locale, où l'on compte les versements respectifs des collectivités, les communautés riches aidaient les plus pauvres; les administrateurs de la Caisse étaient nommés au cours de l'assemblée générale des délégués des collectivités. Les équipements en ustensiles, machinerie, tout comme les techniques, étaient utilisées en commun et empruntées par les différentes collectivités; des groupes d'experts techniques -comptables, agriculteurs, vétérinaires, ingénieurs, architectes, experts commerciaux pour les exportations...-étaient au service de tous les villages. D.A. de Santillan insista sur la différence avec d'autres expériences autogestionnaires dans l'histoire puisque les collectivités espagnoles liaient entre elles leur existence, leurs intérêts, leurs aspirations, avec ceux de la masse paysanne entière et avec l'industrie des villes, donnant le vecteur idoine de cohésion entre les campagnes et la ville. Dans le domaine de la culture et de l'instruction, des milliers d'écoles se créèrent et même, à Moncada (Valencia) se créa une Université pour la formation aux techniques agricoles. Beaucoup de zones restèrent en marge de l'autogestion, mais, au moins, il exista un contrôle ouvrier sur les banques et les entreprises étrangères ou à fort capital étranger. Au cours des journées des 14 et 15 février 1937 fut créée la Fédération des Collectivités d'Aragon avec des centaines de villages collectivisés; l'essor de cette région put se produire grâce à la présence de miliciens catalans de la CNT-FAI qui vinrent défendre cette zone. Dans la zone du Levant, grâce aux richesses naturelles et à un grand esprit créateur, l'oeuvre autogestionnaire fut solide et perpétuée dans le temps. Il faut relever le caractère intégral de la collectivisation agraire comparée à celles des villes ou de l'industrie menée à bien par les syndicats; dans les zones agricoles, le syndicat perd sa raison d'être devant l'absence du patronat. La collectivisation industrielle eut son apogée en Catalogne où les usines de plus de cent ouvriers furent socialisées; celles de plus de 50 ouvriers pouvaient se socialiser si les 3/4 du personnel le demandaient. Les ingénieurs et le personnel technique administratif collaborèrent généralement. Dans chaque usine, atelier ou lieu de travail se créèrent des organismes administratifs élus par le personnel ouvrier,

administratifs et technique. Les usines de la même industrie s'associaient, dans l'ordre, au niveau local et formaient la fédération locale d'industrie; la mise en relation de ces fédérations formait la fédération régionale et ensuite on passait au niveau national. L'association des fédérations amena à créer un conseil national de l'économie. Malgré son succès, la défiance et un boycott final eurent lieu dans une grande partie du camp républicain. L'hostilité la plus acharnée vint des communistes et le ministre de l'agriculture, Uribe, boycotta l'oeuvre autogestionnaire depuis le gouvernement; la légalisation des collectivités ne poursuivait pas d'autre objectif que d'emporter l'autonomie ouvrière qui s'exerçait sur elles.



D'autres expériences similaires

Kibboutz signifie "réunion" ou "union" en hébreu; on désignait ainsi les collectivités agraires d'une certaine envergure. Cette tentative communautaire se développa avec le mouvement sioniste à partir de l'extension de l'idée du collectivisme agraire dans laquelle il y a une tradition d'influence de Tolstoï, certains prétendant même que la pensée de Kropotkine put avoir de l'influence dans la construction du premier kibboutz, jusqu'à s'intensifier durant les années 20; à partir de la décennie suivante, avec l'intégration des kibboutzims dans la construction et l'installation de la communauté juive dans la terre d'Israël, le marxisme et la sociale démocratie eurent une influence majeure. Dans le kibboutz, la propriété et les moyens de production sont communs, à l'exception des biens de consommation; quoique l'activité de base soit agricole, on y fait aussi de la production artisanale et de transformation.

Le salaire n'existe pas -bien que certains finirent par accepter des volontaires extérieurs avec des rétributions- chaque membre recevant ce dont il a besoin du fonds commun; l'instruction est, à la fois, intellectuelle et manuelle en faisant en sorte qu'il y ait une valorisation de la vocation et des aptitudes professionnelles de chaque personne. L'organisation est basée sur l'assemblée générale, l'organe exécutif est nommé par elle et les commissions sont chargées de s'occuper spécifiquement de chaque branche d'activités. Il faut relever son assimilation, à l'origine, à la construction de l'Etat d'Israël; c'est pour cela que l'identification aux valeurs anarchistes s'affaiblirent avec le temps. Au jour d'aujourd'hui, c'est un tout petit pourcentage de la population israélienne qui vit dans les kibboutzims alors que sa contribution économique est proportionnellement plus grande; leur influence politique est pratiquement nulle et il reste peu de choses, avec quelques exceptions, des principes autogestionnaires de leurs origines.

En Yougoslavie, fut introduit dans les années 50 un modèle que l'on peut considérer comme de la cogestion entre l'Etat et la classe travailleuse, et comme une partie de la lutte de Tito contre Staline; bien que les entreprises et l'organisation économique fussent, à priori, indépendants sur le plan juridique, économique et productif, elles étaient, en ultime instance, subordonnées aux consignes de la Ligue des communistes et de l'Etat.

En 1951, Acharya Vinoba Bhave -ami et disciple de Gandhi- créa en Inde le mouvement "Gramdan", antiautoritaire et non violent, basé sur des communautés autonomes agraires en marge de l'Etat, régies par des assemblées générales qui résolvaient les conflits sans aucune autorité gouvernementale. D'autres expériences autogestionnaires limitées, et finalement annulées, que l'on mentionne peu, sont celles d'Algérie, décrétée par la loi après la décolonisation française et très vite contrôlée par l'Etat, celle de Tchécoslovaquie, dans les premiers mois de 1968, qui sera écrasée par les tanks du Pacte de Varsovie, ou le développement qu'eut la révolution culturelle chinoise, très différente de la russe, mais dans laquelle, malgré une certaine tradition communale et antiautoritaire, il y eut de nombreux abus et des situations forcées, et s'ensuivit la soumission aux intérêts d'Etat et du parti.

Pour terminer cette évocation d'un thème qui mériterait beaucoup plus de pages, il faut dire que l'autogestion n'est pas un concept exclusif de l'anarchisme ; mais c'est bien le mouvement libertaire, avec force, qui a donné le plus de sens au principe autogestionnaire de manière intégrale, dans le

champ politique, économique et social. Pour que des notions comme liberté et démocratie ne se transforment pas en des concepts et des faits relativisés -il ne peut y avoir de définition plus complète pour ces termes-là que la gestion directe par les personnes pour les sujets qui les concernent, la ré-actualisation du principe autogestionnaire devient urgente en ces temps de globalisation progressive.

José María Fernández Paniagua
traduit de TIERRA Y LIBERTAD, mensuel de la Fédération Anarchiste Ibérique, novembre 2005



Une perspective anarchiste de l'autogestion

De Nelson Mendez et Alfredo Vallota

Résumé

Nous exposerons ici la vision de l'anarchisme contemporain, en examinant les présupposés basiques sur lesquels les auteurs libertaires (accessibles en castillan) qui abordent ce thème ont construit leur perspective, contrastant particulièrement avec les idées d'hétérogestion, cogestion et participation. Nous discuterons ensuite les conditions et la viabilité de l'autogestion libertaire en tant que support pour la transformation sociale, conçue comme une utopie possible de futur positif.

Mots-clés : autogestion, hétérogestion, participation, cogestion, organisation sociale, anarchisme, utopie.

Le concept d'autogestion émerge dans le débat politique et dans la réflexion en sciences sociales à partir de 1950, associé aux expériences alors novatrices des kibboutzim en Israël, du modèle économique développé en Yougoslavie après la rupture avec l'Union Soviétique et plus tard, au début des années 60, d'initiatives similaires dans des lieux tels que l'Algérie et la Tanzanie. Depuis, elle a commencé à peser comme un sujet important lorsqu'il s'agit de proposer et de discuter des formes d'organisation sociale et économique; ce qui s'explique autant par les échecs évidents, ou inconvénients chroniques, des modèles organisationnels favorisant la concentration autoritaire du pouvoir, que par son approche attractive et radicalement alternative des possibilités de rationaliser des fonctions et des structures de la vie en collectif, car elle ne réclame rien de moins que de rompre avec les normes traditionnelles de domination hiérarchique à l'intérieur des institutions, en proposant une distribution horizontale du pouvoir qui implique une hausse de la participation et de l'engagement des individus dans la tâche collective et un exercice de la liberté responsable.

En approfondissant ce thème, ses racines historiques, ses implications théoriques et ses possibilités pratiques, il paraît évident que l'autogestion -

même sous d'autres noms - était un principe inséparable de ce qu'ont été les idées et pratiques de l'anarchisme et du socialisme libertaire du milieu du XIXème siècle jusqu'à aujourd'hui. C'est pour cela que, en continuant l'effort de recherche réalisé sur la philosophie et la pratique socio-historique de l'anarchisme (Méndez et Vallota, 2001) nous considérons qu'il est nécessaire de discuter de l'autogestion de façon conceptuelle, fin et moyen dans la proposition libertaire (1) pour le présent et le futur, ce à quoi ces réflexions aspirent à contribuer.

Cependant, l'autogestion n'est pas la propriété des libertaires comme un drapeau politique, mais un caractère de l'être humain, qui se révèle tout au long de la culture occidentale, bien que réprimé par presque tous les modèles d'institutionnalisation de la vie collective, spécialement par les formes étatiques. Pour citer un auteur, que personne ne peut qualifier d'anarchiste, même rétrospectivement, souvenons nous comment Aristote différenciait l'homme libre et l'esclave. Le philosophe nous dit : « Celui qui, étant homme, ne s'appartient pas par nature à lui-même mais qui est l'homme d'autrui, celui-ci est, par nature, un esclave »(2). Nous doutons que l'on puisse être esclave par nature, mais Aristote reconnaît également qu'il y a des esclaves de fait, qui sont ceux dominés par la force et à qui les vainqueurs imposent leur domination, comme c'est le cas à notre époque (3). Mais ce que nous pouvons remarquer, c'est que, déjà, un père de la pensée occidentale signalait que le propre de l'homme libre était d'être autonome, n'appartenir à personne, être par et pour soi, être la substance de sa propre existence. Et être autonome ce n'est rien d'autre que de pouvoir autogérer sa vie, ce qui se traduit par "auto", gérer son travail, ses actions, ses objectifs au sein du collectif auquel on appartient. De cette façon, nous pouvons dire avec Aristote que l'autogestion est inhérente à la liberté d'un être humain qui se considère comme tel et est une condition à sa pleine réalisation.

Bien que le terme même d' « autogestion » apparaisse au milieu du XXème siècle, le sens plus spécifique qu'il a pris, avec le temps, exprime deux idées cruciales depuis le XIXème siècle pour le socialisme libertaire, dans le but de concrétiser l'autonomie de l'individu : le concept d'autogouvernement, selon lequel nous pouvons tous nous passer de la bureaucratie et de l'Etat dans la gestion sociale ; et la proposition de collectivisation, en tant que mécanisme grâce auquel les travailleurs prendraient en main le contrôle direct des moyens de production (4). A partir de ces conceptions originelles, il est important de

remarquer que, pour l'anarchisme actuel, le débat sur l'autogestion va largement au-delà des idées classiques, car il paraît essentiel d'adapter la proposition libertaire aux conditions d'aujourd'hui, en distinguant ses nuances distinctives et positives face aux malentendus et inexactitudes qui semblent se multiplier à mesure que ce sujet génère un intérêt grandissant.



Qu'est ce que l'autogestion ?

A partir des idées ébauchées, nous proposerons un noyau central de définitions, d'après ce que différents auteurs contemporains ont perçu comme la conception anarchiste de l'autogestion (voir Bonnano s.f . ; Massari, 1977 ; Guillén, 1998 ; Bertolo et Lourau, 1984 ; ECOCOMUNIDAD DEL SUR, 2005 ; et ARAUS, 2004) afin de centrer le traitement du sujet sur l'aspect social de l'autogestion.

Pour l'idéal acrate, l'autogestion est un projet ou mouvement social qui, aspirant à l'autonomie de l'individu, a pour méthode et pour objectif que l'entreprise et l'économie soient dirigées par ceux qui sont directement liés à la production, la distribution et l'utilisation des biens et des services. Cette même attitude ne se limite pas à l'activité productive de biens et de services mais s'étend à la société toute entière, en proposant la gestion et la démocratie directe comme modèle de fonctionnement des institutions de participation collective.

Examinons ce qui précède avec attention afin de signaler les aspects distinctifs. L'autogestion s'oppose à l'hétérogestion, qui est la façon de

conduire les entreprises, l'économie, la politique, ou la société sans le concours de l'ensemble de ceux qui sont directement intéressés. Quand nous disons cela, nous nous référons au fait ce que ce n'est pas l'ensemble qui assume la direction mais un secteur, qui se coupe du collectif pour son propre bénéfice, comme cela se passe habituellement dans le monde contemporain dans lequel le capital prend le contrôle pour son profit. Tel est le cas des entreprises et de l'économie dirigées par le Capital, mais il en est de même en politique avec les partis ou dans la société avec l'Etat. Cette distorsion se manifeste par le fait que cette domination hétérogestionnaire s'exerce toujours à travers le pouvoir, quand ça n'est pas directement par la violence, et sans argument, raison valable, ni consensus.

L'autogestion est un projet ou un mouvement, c'est-à-dire que ce n'est pas un modèle achevé. Sa structure, son organisation et même son existence est et sera le fruit du désir, de la pensée et de l'action des membres du groupe impliqué (une usine, une ferme, une école, ou toute la société) sans préconcept ni imposition comme le seront également les modalités qu'elle peut prendre dans chaque cas.

L'autogestion à laquelle nous nous référons est sociale, pas individuelle, car bien que son but soit l'individu, elle ne le prend pas dans sa dimension isolée mais comme une identité qui co-habite avec ses semblables, dont il dépend et qui, à leur tour dépendent de lui. Dans ce sens, nous comprenons la gestion comme une suite de démarches pour une question d'intérêt individuel et collectif, ce qui implique toujours la participation de plus d'une personne. Il est clair que, si cette gestion se réalise au sein d'un groupe qui poursuit des objectifs communs, à travers des accord internes et avec d'autres groupes, sans contrainte extérieure, alors la liberté individuelle n'est en rien affectée, en permettant que l'on trouve un compromis non pas sur la base de la soumission mais en autonomie responsable.

L'autogestion est méthode et objectif, c'est-à-dire que sa fin c'est elle-même autant dans la pleine participation de l'individu dans l'ensemble social, en assumant de façon directe et collective la bonne marche de son groupe, que dans l'unique façon de réussir l'autogestion à travers l'exécution d'actions autogérées, à travers la pratique de l'autogestion. Ce que nous voulons dire par là est que l'autogestion c'est comme apprendre à lire, ce n'est possible qu'en lisant. Il n'y a pas de modèle déjà établi qui nous amène à l'autogestion, si ce n'est son propre exercice au sein d'un collectif. En revenant à notre exemple de

la lecture, il n’y a rien de plus inutile qu’un livre pour apprendre à lire, car si on ne sait pas lire, il ne sert pas et, si on sait déjà lire, non plus, car lire s’apprend en lisant et autogérer nos affaires en les autogérant et il n’y a pas de recette pour y arriver, même si nous commettons des erreurs sur le chemin. Si nous regardons bien, des siècles d’hétérogestion ne sont pas encore parvenus à faire en sorte que les réussites soient supérieures aux erreurs et il en sera de même dans le futur.

On a mentionné deux aspects, social et économique, et dans ce dernier il y a deux niveaux : micro-économique et macro-économique. Au niveau micro-économique, et en prenant l’exemple de n’importe quelle entreprise productrice de biens ou de services, l’organisation autogérée existerait lorsque la direction sera entre les mains des travailleurs et pas entre les mains exclusives des maîtres, qu’ils soient privés ou de l’Etat. Au niveau macro-économique, ce qui précède se traduit par la perte de poids du Capital (privé ou étatique) dans les décisions économiques, les travailleurs et leurs intérêts collectifs étant ceux qui prennent de la prépondérance et la responsabilité ; en créant pour cela, ce qui sera sûrement nécessaire, de nouveaux systèmes d’organisation pour la société toute entière.

Etant donné le caractère social de l’autogestion, nous ne pouvons penser, alors, qu'une entreprise ou association donnée soit isolée des actions et des intérêts d’autres entreprises complémentaires et de l’ensemble dans sa totalité. Des relations doivent s'établir avec elles, régies par les mêmes modèles qui régissent les relations à l’intérieur de chacune, l’ensemble conformant un modèle macro-économique qui, à la différence des modèles actuels (qu’ils soient pseudo socialistes ou capitalistes) ne soit pas détaché des engagements de tous et de chaque individu, sans que sa situation particulière dans le contexte collectif importe. Au contraire, il le reflète et le traduit. Bien sûr, cela renferme l’idée d’un grand dynamisme, car les moyens et les objectifs seront variables, en accord avec les décisions et les circonstances changeantes, mais facilement harmonisables si tous sont animés par le même esprit de bien-être collectif.

Etendre l’autogestion à la société implique de faire disparaître tous les centres de pouvoir qui se réservent aujourd’hui la gestion politico-sociale, comme les grandes corporations, les partis politiques, les bureaucraties syndicales, l’Etat, l’Armée, etc. ; en mettant leurs affaires entre les mains de tous les membres de la collectivité, sans intermédiaire, sans dirigeant ni dirigé,

en s'organisant de la façon qu'ils jugent adéquates. Sur ce point, comme sur le précédent, nous remarquons que, comme nous l'avons dit auparavant et voulons le répéter, le processus d'autogestion se développe en autogérant.

L'impérieuse nécessité de donner lieu à de nouveaux modes d'organisation fait que les forces qui tentent de l'éviter, comme les bureaucraties syndicales, les gouvernements démagogues, les entrepreneurs, proposent un autre concept que les théoriciens organisationnels arborent de temps en temps, qui est celui de la cogestion. La cogestion est un modèle de participation caractérisé par la composition paritaire des institutions spécialement sur ce qui touche à la prise de décisions. Autrement dit, des patrons et des travailleurs participent, en nombre égal, à la direction de l'entreprise (dans le meilleur des cas), avec la présence d'un homme ou d'un agent « neutre » pour résoudre les situations d'égalité. En général, l'Etat se réserve ce rôle.

Ce système fut initié lors du processus de reconstruction de l'Europe après la deuxième guerre mondiale, spécialement en Allemagne, où il opère avec la reconnaissance institutionnelle depuis 1976 et, à un degré plus ou moins semblable, dans d'autres pays. Sans doute, ce modèle tente de contrôler la voix émergente de ceux qui sont directement impliqués dans la gestion, les travailleurs, en leur donnant une participation sur quelques aspects des affaires, de la politique ou des institutions dans le but de stimuler leur effort ou leur engagement. Cependant, c'est un palliatif car cela ne résout pas ce qui est en jeu, car il doit y avoir un changement radical pour résoudre les nombreux problèmes qui découlent de la situation actuelle. Aucune modification partielle ne peut contribuer à régler les problèmes de fond. Encore moins certaines options, comme celle de la cogestion patronale-étatique, qui signifie uniquement que c'est l'appropriation du capital privé par les détenteurs de la force des armes qui accompagne la domination politique de tout Etat, sans pour cela que les intérêts des travailleurs et de la population en général y participent un minimum, bien que cela soit proclamé. (5)

L'autogestion libertaire est quelque chose de très différent de la cogestion. Comme nous l'avons dit, la cogestion est une forme de participation, c'est-à-dire prendre part à quelque chose. Mais prendre part, dans ce cas, signifie admettre une structure de hiérarchie préexistante dans l'entreprise, l'usine ou la société, en permettant aux travailleurs un apport à la direction de quelque chose qui, en définitive, ne lui appartient pas. Dans la

cogestion, on cède intelligemment une partie du pouvoir absolu pour dépasser ou concilier des frictions entre employés et propriétaires mais d'aucune façon on ne remet en cause qui commande, qui a le dernier mot, qui est le maître : le Capital, privé ou d'Etat, jamais les travailleurs.

L'autogestion n'est pas participation. En autogestion il n'y pas de maître du capital, privé ou d'Etat, qui participe ou qui permette que le travailleur co-participe. C'est la totalité des membres d'une entreprise qui assume sa direction ou son administration. Il ne s'agit pas de limiter le rôle de l' « intérêt naturel des capitalistes » dans la direction de l'entreprise, mais de transformer radicalement la manière de la concevoir. Avec l'autogestion, l'entreprise n'a pas à disparaître, ni à perdre de son efficacité, ni à cesser de contribuer à la satisfaction de saines nécessités, ni à négliger les besoins de matière première, de production, de coûts, de la répartition des bénéfices, ni même du Capital, selon ce que l'on détermine. Ce qui doit changer c'est le pôle autour duquel tournent ses intérêts et la manière d'y parvenir. Si cela paraît impossible, il advint pareillement lorsque Copernic a dit que la Terre tournait autour du Soleil et non le contraire. Et il en résulta que l'Astronomie fonctionnait mieux ainsi même s'il lui aura fallu plus d'un siècle avant d'être acceptée. Nous ne devons pas oublier non plus que le capitalisme mit plusieurs siècles après lesquels il réussira à faire bouger les modes d'organisation sociale, politique et économique qui l'ont précédé. Mais, pour y arriver, il faut commencer par marcher et marcher s'apprend en cheminant.

A cela s'ajoute le fait que l'autogestion anarchiste prétend à - ou, si l'on veut, est parallèle à - une transformation totale et radicale de la société, et pas seulement de l'entreprise, car il s'agit d'une autre version de la révolution copernicienne. En revanche, la cogestion est un système de participation qui n'empêche pas la coexistence avec n'importe quel système politique et de s'adapter à n'importe quelle organisation sociale préexistante. L'autogestion est une tentative de modifier l'organisation sociale et la notion de politique, en mettant entre les mains de tous et de chacun, de façon directe et sans intermédiaire, toutes ses affaires.

Pour conclure ce qui vient d'être exposé, il est pertinent de citer in extenso un texte [Guillén 1988, pp 197 - 198] qui énonce une version assez aboutie de la proposition libertaire, en plus d'exposer ce qui, du point de vue anarchiste, s'entend par révolution sociale et qui peut servir de point de départ pour des discussions autour de ce sujet :

« Décalogue » de l'autogestion

1. Autogestion : Ne pas déléguer le pouvoir populaire.

2. Harmonie des initiatives : Unir le tout et les parties dans un socialisme fédératif.

3. Fédération des organismes autogestionnaires : Le socialisme ne doit pas être chaotique, mais une unité cohérente du tout et de ses parties, de la région et de la nation.

4. Action directe : Anti-capitalisme, anti-bureaucratisme, pour que le peuple soit le sujet actif de l'histoire, à travers la démocratie directe.

5. Autodéfense coordonnée : Face à la bureaucratie totalitaire et à la bourgeoisie impérialiste, défense de la liberté et du socialisme autogestionnaire, diffusé à travers la propagande par les faits, non pas avec des postures théoriques.

6. Coopération dans les campagnes et autogestion en ville : L'agriculture se prête à une entreprise autogestionnaire, dont le modèle peut être le complexe agro-industriel coopératif. En ville, les industries et les services doivent être autogérés ; mais leurs conseils d'administration doivent être constitués par des producteurs mêmes, sans aucune médiation de classes dirigeantes.

7. Syndicalisation de la production : Le travail syndiqué doit se convertir en travail associé avec ses moyens de production, sans bureaucratie ni bourgeoisie dirigeant les entreprises.

8. Tout le pouvoir aux assemblées : personne ne doit diriger à la place du peuple ni usurper ses fonctions par le professionnalisme en politique ; la délégation des pouvoirs ne devra pas être permanente, mais se fera à travers des personnes déléguées, non bureaucratisées, éligibles et révocables par les assemblées.

9. Ne pas déléguer la politique: pas de parti, d'avant garde, d'élite dirigeante, de timonier, car la bureaucratie a tué la spontanéité des masses, leurs capacités créatives, leur action révolutionnaire, jusqu'à les convertir en un peuple passif, instrument docile des élites du Pouvoir.

10. Socialisation et non rationalisation des richesses: passer le relais du rôle protagoniste de l'histoire aux syndicats, aux coopératives, aux sociétés locales autogestionnaires, aux organismes populaires, aux mutualistes, aux associations de tous types, les auto-administrations et autogouvernements, locaux, de la contrée, régionaux, et au co-gouvernement fédéral, national, continental ou mondial."



Conditions pour l'autogestion

Nous avons dit que l'autogestion apporte un changement dans la société, mais il se fonde sur un changement chez les individus qui la composent. Pour cela, nous voulons mentionner trois conditions générales, bien qu'il y en ait sûrement d'autres, qu'il est nécessaire de satisfaire sur le chemin qui mène à la construction de l'autogestion. Nous devons dire que ce ne sont pas des conditions pour initier l'autogestion, mais des conditions que nous estimons qu'il faut satisfaire si nous voulons élever l'autogestion à des niveaux de satisfaction, de bonheur et de succès que nous soyons sûrs de pouvoir atteindre.

La première est que, si le changement social c'est l'autogestion, cela signifie que le changement chez les individus doit être l'autonomie, et la liberté de mener ses affaires. Mais, à la différence d'aujourd'hui où on la stimule précisément pour la contrôler, la liberté implique la responsabilité dans le contexte social. Ce qui suppose, non pas une responsabilité imposée mais autonome, celle qui permet la constitution d'une société éthique. Une société dans laquelle les individus ne sont pas libres mais dominés et gouvernés ne pourra jamais se former comme une société éthique. Pour cela, aspirer à une société régie par des principes éthiques, requiert que ses membres soient libres et responsables. Dans le cas de l'entreprise, ceci se traduit par ce que chacun de ses membres, bien qu'il réalise une tâche spécifique, doit s'intéresser à tous les aspects qui s'y rattachent, pour avoir une participation positive qu'il apporte à l'ensemble, depuis son point de vue particulier.

La seconde est un des changements les plus difficiles auquel l'autogestion oblige et c'est la reconnaissance de l'autorité en remplacement de la relation de pouvoir qui est en place aujourd'hui. Nous pouvons comprendre le pouvoir comme la domination qu'une personne exerce sur un objet concret,

qui peut aussi être une autre personne, ou sur le développement d'une activité, tandis que l'autorité est l'influence morale que quelqu'un a et qui découle d'une vertu. Cette différence se manifeste de diverses manières: le pouvoir est toujours imposé, la majorité des fois par la force comme unique argument, tandis que l'autorité est librement reconnue; le pouvoir tient à se concentrer pendant que nous pouvons tous avoir l'autorité si nous parvenons à l'exercice virtuose de quelque activité, comme un médecin dans le domaine de la santé, un menuisier au sujet du bois, un paysan dans la culture de la terre ou un philosophe avec la pensée; le pouvoir se prend, s'approprie, agressivement la majorité des fois, tandis que l'autorité se consent, résulte de la reconnaissance que d'autres font à quelqu'un pour sa virtuosité comme musicien, comme administrateur, comme mécanicien ou comme boulanger.

La participation d'un individu dans un collectif autogestionnaire, de telle manière qu'il puisse trouver son autonomie, amène la responsabilité d'acquérir une quelconque qualité - nous dirions qu'il en faudrait le plus possible, mais au moins une- à travers l'étude, la pratique, l'intérêt, et l'effort nécessaire, à un niveau tel que cela entraîne la reconnaissance des autres; et d'autre part la capacité de reconnaître l'autorité des autres dans des secteurs où ils ont développé leurs potentiels ou leurs compétences. Il est facile de constater que, si cela était ainsi, le pouvoir appuyé par la violence et l'agression resteraient relégués aux oubliettes, parce que jamais la force ne fut un argument suffisant pour s'imposer, à moins que l'on admette qu'elle est imposée [La Boëtie, 1980] . L'abandon des relations de pouvoir et la reconnaissance de la valeur et de l'autorité de tous et chacun est une condition pour parvenir à l'autogestion.

Finalement, il faut reprendre ce que Kropotkine [1989] avait bien signalé au commencement des discussions sur le darwinisme et qu'aujourd'hui toutes les études scientifiques ont pleinement validé, à savoir que la consolidation de notre espèce sur la terre, jusqu'à atteindre les niveaux actuels, est le résultat de la coopération entre les êtres humains. L'humain n'est pas un être violent par nature, il n'y a pas de gène de la guerre et personne ne peut non plus la faire seul, comme le répète un certain refrain mal intentionné. Chacun des adultes de l'espèce est le résultat de la collaboration et de la coopération d'autres adultes qui permirent de dépasser ce qui n'est encore qu'un long début entre les animaux. En conséquence, la guerre, la compétition, l'égoïsme, ne sont rien de naturel mais d'acquis, précisément à

partir de l'institutionnalisation des relations de pouvoir qui règnent à partir du moment où s'impose la différence entre gouvernés et gouvernants, il y a quelques 100.000 ans. Récupérer le modèle de relations d'entraide, de solidarité, de sympathie, d'amitié, de coopération, qui furent prédominants durant les dizaines de millénaires antérieurs (on estime que notre espèce *homo sapiens sapiens* date d'au moins 140 000 ans), est aussi une condition pour le succès de l'autogestion et que, à la fois, leur pratique peut rendre possible.



Utopie et autogestion.

Historiquement, le capitalisme est un mode de production qui chercha à intégrer dans sa logique toutes les institutions sociales, et les différentes cultures à ses valeurs, dans un processus d'homogénéisation sans précédents, que l'on a étiqueté ces derniers temps sous le nom de globalisation (pour une description détaillée et une analyse actualisée du processus, voir Castells 1998). Si, en vérité, il n'inventa pas les mécanismes d'exploitation et de domination, il n'en est pas moins vrai qu'en accentuant et en séparant irréversiblement les rôles sociaux, en circonvenant et en appauvrissant l'existence des producteurs qui sont maintenant victimes de mécanismes économiques d'expropriation, le capitalisme manifeste toute la négativité tant de l'exploitation, comme de la domination politique et culturelle, qui se traduisent dans l'aliénation croissante de l'humanité.

A ce sujet, et avant de continuer, nous voulons dire clairement que nous ne reconnaissons pas comme authentiquement socialistes les nombreux types

d'Etat qui se sont déclarés comme tels, depuis le national socialisme, en passant par l'Union soviétique, la Chine, les socialismes démocratiques européens, jusqu'à ses versions tropicales. Nous considérons qu'ils n'ont pas été autre chose que des versions du capitalisme d'Etat où la propriété est aussi loin des gens que dans le capitalisme privé, il en est de même pour les richesses et le bien-être général, la liberté, sans égalité devant la loi non plus, et que ces Etats s'installèrent dans le contrôle, la manipulation et les frustrations.

Les structures techno-administratives de l'entreprise capitaliste contemporaine se distinguent par leur caractère bureaucratique et hétérogestionnaire, où les travailleurs, et les habitants en général, perdent toute possibilité, nous ne dirons pas de contrôle mais plutôt de participation sur la production et la gestion de l'ensemble. De la même manière, ce que l'on appelle Etat de Droit finit en usurpant pour lui même, ou pour sa bureaucratie et ses spécialistes de la représentativité électorale, tout rôle décisionnel, faisant des citoyens de simples spectateurs à qui on fait appel pour élire ces minorités au suffrage. La loi, dans les cas où on l'applique, finit par être une sauvegarde de droits ou de normes de conduites, pour se convertir en instrument légalisateur de la domination.

Devant la pression croissante pour abandonner cette permissivité, les élites dominantes inventent des options qui leur permettent de s'enrichir, et lancent des invitations en appelant à "participer" plus largement. Certaines théories du management contemporain, ont comme discours central l'exaltation des vertus de la participation, de la coopération et l'initiative des travailleurs, rebaptisés "collaborateurs" [Davila 1996; Perrow 1998]. Abolir la conflictualité sociale, principalement dans l'appareil productif, est une consigne à la mode pour la domination postmoderne, à travers un coopérativisme ou un paternalisme féodal que l'on appelle "autogestionnaire", "cogestionnaire", "participatif", désignant avec les mêmes expressions des systèmes totalement différents.

L'autogestion libertaire n'a rien à voir avec ces caricatures. Historiquement, les valeurs d'autonomie, d'auto-organisation, de coopération, de solidarité et d'entraide furent des valeurs opposées à celles du capitalisme, et se manifestèrent dans le mouvement socialiste des origines, principalement dans le courant anarchiste [Guérin 1984]. Les expériences les plus riches de la lutte sociale, en partant de la Commune de Paris en 1871, en passant par la révolution russe de 1917 et la Révolution espagnole en 1936, jusqu'au Mai

français de 1968 nous rendent compte de cela. Il ne s'agit pas d'une technique pour augmenter l'investissement des ressources ou les bénéfices des entreprises en les gérant avec plus d'acuité, ni pour essayer de réglementer les travailleurs sur les lignes de production -que ce soit à la manière brutale de Henry Ford ou avec la main de velours de Toyota- ou pour masquer que l'automatisation et la robotique sont en train de liquider la nécessité de l'intervention humaine directe dans l'usine [Coriat 1992A;Coriat 1992B;Vallota 2004].

La division sociale du travail, naturelle dans le capitalisme et dans les diverses modalités de démocratie, oblige à promouvoir la participation de tous, ce qui est illusoire, pour obtenir trois résultats: productivité croissante, légitimité - en combattant l'indolence qui est une manifestation socialement dangereuse- et minimiser la conflictualité. Il est significatif de voir ce qui arrive avec l'absentéisme, la faible productivité, le stress et le sabotage dans de nombreuses lignes de montage industriel où l'on a négligé ce problème. Dans le champ politique, les rituels de la participation tentent d'éviter les conséquences de ce que les gouvernants sont élus avec des pourcentages d'électeurs très bas; alors et malgré tout, comment légitimer leurs discours et leurs politiques ?

Dans les mouvements sociaux contestataires, en tant qu'options de rebellion face à l'Etat et devant les modes d'articulation hiérarchisée et despotique inhérentes au capitalisme, il peut se constituer un modèle d'organisation basé sur des pratiques collectives et égalitaires et en relations de solidarité et de coopération volontaire tels que nous les avons mises en valeur, configuré par des groupes auto-administrés, coopérants et où l'autoritarisme et la domination n'auraient pas leur place [Mendez y Vallota 2001].

Certainement que cette organisation volontaire et non hiérarchisée exige de l'investissement personnel, de la participation et de la conscience, au contraire des institutions autoritaires qui ont recours aux achats des consciences, à la soumission et aux fraudes, en décourageant un développement individuel plus poussé sous prétexte de spécialisation, avec la répression et la violence comme menace ou dans les faits. Si bien que cela rend difficile et retarde la création et le développement de nouvelles formes d'organisation autogestionnaire, et cela s'exprime aussi par une téméraire résistance à l'innovation, la marque des valeurs dominantes et la routine qui tendent à nous éloigner de changements qu'induisent un travail ardu et constant, renouvelé et fait d'engagement solidaire. Mais personne n'a

démontré que le progrès n'implique pas d'efforts, en plus de la maturité des personnes.

Alors, l'autogestion - et plus encore l'autogestion généralisée- sera-t-elle réellement possible ? Pour l'anarchisme, la réponse est oui, puisque l'exploitation et la domination, avec une misère conséquente et l'aliénation, produisent des résistances et que l'on constate la présence chez les gens d'imaginaires témoignant du désir d'une autre société, qui exprime différents modes d'organisation et de relation entre les êtres humains -bien qu'il ne soit pas toujours clair de savoir lesquels- où il soit possible de dépasser l'état actuel des choses. Certainement que la route de cette alternative sociale n'est pas aussi courte et linéaire que certains le pensaient, ou que nous le voulons, mais aussi que l'histoire nous montre combien est intériorisé le phénomène de subordination et d'aliénation dans toutes les classes et les groupes sociaux. Et plus encore dans notre société de masse, paralysée par l'idéologie du consumérisme et du spectacle, les déficiences éducatives et une indolence stimulée empêchent de se poser la question des chemins alternatifs. L'individualisme possessif a des racines culturelles profondes - et jusqu'a des racines sociobiologiques disent certains- mais amène comme conséquences l'exploitation, la mort, la guerre et l'aliénation. Néanmoins, nous faisons appel à la contribution déjà mentionnée de Kropotkine [1989], en aucune façon démentie par la recherche scientifique postérieure, mettant en évidence qu'un des facteurs décisifs de l'évolution des espèces a été la coopération entre ses membres; ce qui en découle est particulièrement visible dans le cas de la trajectoire de l'humanité, qui bat en brèche catégoriquement cet égoïsme comme quelque chose de naturel chez l'être humain.

La question réside dans le fait de savoir jusqu'à quel point les sociétés humaines sont capables de mettre en oeuvre leur processus d'apprentissage historique et de re-création des structures sociales; ou si la force conservatrice de l'inertie mêlée aux trames autoritaires du pouvoir et de la peur stimulée, peuvent congeler la créativité et l'insatisfaction humaines qui parcourent l'histoire. Le chemin de la liberté (dépassement de la dépendance absolue de la nature et de l'autre, vers la construction de l'autonomie), ce sentier que les groupes sociaux et les individus cherchent à travers l'histoire, exige la fin de l'amarrage à l'exploitation, la domination et l'aliénation, en mettant en évidence une relation authentique et profonde entre l'individu et ses semblables autour de lui. Mais ce n'est pas un fait inexorable, c'est le résultat

d'une décision et de sa mise en pratique. Tel est l'objectif que doivent atteindre les mouvements pour le changement, s'ils ne veulent pas se perdre dans le raccourci des concessions secondaires avec lesquelles le système de pouvoir a embobiné ses opposants -dans le passé le syndicalisme et les partis socialistes, aujourd'hui les nouveaux mouvements sociaux-, et a, dans la majorité des cas, tenté de les retourner en clients satisfaits de l'exploitation et de la domination qu'ils condamnaient au début.

L'organisation autogestionnaire -autonome dans sa relation à l'Etat, au Capital et à toute autre forme de pouvoir dominant- est la libre association par affinité et amitié, cultivée dans des relations inter-personnelles dé-hiérarchisées, ce qui lui offre un énorme potentiel pour être un instrument possible pour le changement social [FERRER 2001]. Mais assumer cette conception ne passe pas par la vague adoption de quelques principes théoriques, mais par une véritable pratique qui essaie des formes d'association qui emmènent vers un modèle égalitaire, autonome et surtout légitimé par l'action de tous, une semence pour le moins du projet de la raison utopique pour la société globale. Un modèle de participation directe et interactive, dans lequel il peut y avoir de la délégation mais réalisée en des termes choisis, avec des objectifs définis, des tâches définies, durant des moments limités, révocables à tout moment avec une responsabilité incontournable des délégués; un modèle qui refuse la bureaucratisation, et l'administration sclérosante des syndicats, partis politiques et mouvements sociaux engourdis dans les formalismes, contribuant à l'enrichissement spirituel de chaque participant (6), créant une culture alternative, pilier des nouvelles relations collectives et voie pour la re-création de la structure sociale.

Ce fut le cap qui commença à être pris par le mouvement libertaire - avec ses syndicats, athénées, écoles, collectivités - depuis le dix-neuvième siècle, interrompu tragiquement par une convergence de forces négatives dans le premier tiers du vingtième siècle, mais qui actuellement, après la déroute du capitalisme d'Etat en Europe de l'est et avec le capitalisme néolibéral montrant son incapacité devant les problèmes humains essentiels, est sur le point de reprendre avec lucidité et espérance, en suivant les pistes que Martin Buber [1955] appelait Les chemins de l'utopie, qui mènent à l'autogestion généralisée.

Les anarchistes ont rêvé avec, et ont souvent concrétisé et participé à tout type d'initiative spécifique d'autogestion, en y apportant une plus grande

mise en valeur de la terre, des systèmes de rotation dans le travail, les schémas de socialisation de la production, l'administration collective d'entreprises, etc...[ANARQUIA PRACTICA 2005]. Ces initiatives sont une démonstration d'indépendance et de viabilité des formes alternatives d'échange économique, avec un fort pouvoir d'attraction mais exigeant toujours beaucoup d'efforts et d'attention face aux obstacles que représentent les bureaucrates dans l'âme qui, sous prétexte de "réalisme", essaient de dénaturer les idées, annuler les initiatives et jusqu'à, dans certains cas, détruire leurs bénéfices authentiques en les intégrant au capitalisme. Il y a sans doute beaucoup d'autres options qui attendent d'être explorées, mais ce qui a été fait jusqu'à présent est suffisant pour savoir que c'est possible.

Le mot autogestion renferme un objectif inhérent à l'anarchisme, mais aujourd'hui l'étatisme l'a réduit à une norme de coopération domestiquée, sans qualités, pervertie, déformée, sans qu'il n'y ait aucune concession réelle sur le pouvoir de décider des objectifs, ni dans la conduite autonome à travers les chemins que le collectif décide de suivre pour atteindre ses objectifs, non plus dans l'administration indépendante des ressources à gérer. Il en va ainsi de ce que l'on a appelé la "démocratie participative" où quelques uns décident et ensuite les autres *participent* à ce qu'il doivent faire; l'autogestion comme la préconise l'Etat consiste trop souvent en ce que beaucoup de gens obtiennent des ressources et quelques uns décident quoi en faire, faute de quoi ces ressources restent à la discrétion de ce même Etat qui les avaient procuré comme une *contribution* au discrédit de l'idéal égalitaire. Sans doute que beaucoup de travailleurs s'y associent sans voir, comme disait la poètesse, que ceux qui y contribuent sont responsables de la situation. Cependant, l'esprit d'autonomie qui va avec l'autogestion conséquente est une des aspirations anarchistes, eux qui la promeuvent dans tous leurs mots d'ordre.



Une limite qui n'est pas une frontière...

Etant un aspect si significatif de la proposition libertaire, nous laissons au lecteur la recommandation d'approfondir la connaissance de la pratique autogestionnaire libertaire, pour laquelle, en dehors des références déjà indiquées, nous suggérons: l'abondante bibliographie sur les expériences de la Révolution Espagnole, où se distinguent les travaux de Mintz [1997], Bernecker [1982], Souchy et Folgare [1977], et Cano y Viadiu [s/f]; le volume complet de Voline [1977] sur la révolution paysanne d'Ukraine en 1917; le résumé de la thèse de maîtrise de Alejandra Leon Cedeno [2000]; ce qui est relevé dans les divers travaux de la compilation de Iturraspe [1986]; et l'ample documentation disponible dans la page web de l'Ecocomunidad del sur [2005], d'un intérêt particulier puisqu'il s'agit d'un collectif qui en est venu à réfléchir sur la base de sa propre expérience autogestionnaire initiée dans les années 1950.

Caracas, mai 2005.

Les auteurs :

Méndez, Nelson

Sociologue (Université Centrale du Vénézuela - UCV), 1976. Professeur associé au Département d'Enseignement général, FI - UCV; exerce en tant qu'enseignant à l'UCV depuis 1977 ; professeur invité dans diverses universités et centres de recherches. Auteur de 15 textes dans différentes revues (14 écrits individuellement, 1 comme coauteur). Avec A. Vallota, il a écrit « Bitacora de la utopia », « Anarquismo para el siglo XXI » (Caracas, UCV, 2001 ; 2è édition corrigée et augmentée à Cordoba - Argentine -, Enciende, 2004) et les brochures « Anarquismo : Utopia que renace » et « Accion directa y autogestion : breve guia practica del anarquismo ». Membre du collectif éditeur du journal EL LIBERTARIO.

Vallota, Alfredo D.

Licencié és chimie de l'Université de Buenos Aires et Maître de Conférence en philosophie de l'Université Simon Bolivar. Il donne des cours de philosophie en 2è et 3è degré à l'UCV, à l'Université Catholique Andrés Bello et à l'USB. 30 travaux publiés en sciences et environ 40 en philosophie et sciences humaines, en Amérique et en Europe. Professeur invité aux Universités de Vénézuela, Argentine, France, USA. Auteur et coauteur de 8 livres et opuscules. Il produit et dirige l'émission culturelle de Caracas « Travesias del pensar », seule émission de radio en Amérique Latine dédiée exclusivement à des thèmes philosophiques. Membre du collectif éditeur du journal EL LIBERTARIO.

Notes

1. Comme il est d'usage dans la bibliographie sur ces thèmes, les termes « anarchiste », « libertaire » et « acrate » sont utilisés dorénavant comme synonymes.
2. Aristote, « la Politica », Libro I, cap. 3 (version espagnole).
3. Aristote, « la Politica », Libro I, cap. 6 (version espagnole).

4. Diverses formes de participation ouvrière sont connues, qui incluent la participation au capital, aux bénéfices et aux prises de décisions. La participation ouvrière peut apparaître directement ou indirectement à travers les syndicats ou d'autres organisations et elle peut se présenter avec l'appui de l'Etat afin de l'instrumentaliser à son bénéfice, avec un Etat neutre ou en franche opposition. En ce qui concerne la prise de décisions, la participation peut aller de l'obligation d'informer les travailleurs des politiques décidées, en passant par le droit de veto sur des aspects déterminés, l'obligation d'accords sur certains sujets, l'intégration de représentation ouvrière dans les organes de direction avec un poids variable (cogestion ouvrière) jusqu'à l'autogestion (Mantero, 1982).

5. Au Vénézuela, le gouvernement présente et impulse un type de « cogestion » innovant car on appelle ainsi des associations de l'Etat avec des entrepreneurs, dans lesquelles les ouvriers n'ont aucune participation. Dans certain cas, une telle cogestion est forcée vu qu'il est « suggéré » aux entreprises de contracter des prêts « étatiques » en échange d'une participation actionnaire de l'Etat et que la refuser apporte de sérieuses difficultés, vu le contrôle de la dispense de dollars pour les activités économiques, l'arbitraire dans la justice et le recouvrement des impôts. Dans d'autres cas, particulièrement dans le secteur agraire, l'Etat prend pour lui des entreprises en situation déficitaire, ou en voie d'expropriation, et s'associe avec les travailleurs pour son développement, mais il n'y a pas de participation de ceux-ci dans la propriété ou dans les décisions.

6 - Quand nous disons spirituel nous nous référons à un type d'actions humaines non réductibles à ce moment à des relations corporelles, sans ouvrir un débat pour savoir si elles correspondent ou non à un esprit/une âme.

Références

AnarquíaPráctica (2005): (Page web d'information et de discussion sur des expériences autogestionnaires anarchistes, accessibles à <anarquiapractica.alasbarricadas.org>, consultation: mayo 2005).
Araus, María (2004): "*Autogestión: una nueva cultura*" (Accessible à <www.solidaridad.net/vernoticia.asp?noticia=320>, consultation mai 2005).
Aristóteles: *La Política*. [Citation prise de l'édition Editora Nacional, Madrid, 1981, préparée par Carlos García Gual y Aurelio Pérez García, 386 p.]
Bernecker, Walter (1982): *Colectividades y revolución social. El anarquismo en la guerra civil española, 1936-1939*, Barcelona, Crítica, 522 p.
Bertolo, Amedeo y René Lourau (1984): *Autogestión y anarquismo,* México, Antorcha, 132 p.
Bonnano, Antonio [s.f.]: *¿Qué es la autogestión?*, Caracas, Círculo A, (en deux brochures).
Buber, Martin (1955): *Caminos de Utopía*, México, F.C.E., 203 p.
Cano, Benjamín e Ismael Viadiú [s.f.]: "*El colectivismo agrario en la Revolución Española"* (Accessible à <www.banderanegra.canadianwebs.com/colec.html>, consultation mai 2005).
Castells, Manuel (1998): *La era de la información*, México, Siglo XXI, 3 Vol.
Coriat, Benjamín (1992a): *El taller y el robot*, México, Siglo XXI, 266 p.
Coriat, Benjamín (1992b): *Pensar al revés*, México, Siglo XXI, 168 p.
Dávila, Carlos (1996): *Teorías organizacionales y administración. Enfoque crítico*, Bogotá, McGraw-Hill, 246 p.
Ecocomunidad del Sur (2005): <www,ecocomunidad.org.uy> (consultation mai 2005).

Ferrer, Christian (2001): *El drama cultural del anarquismo / 2 Técnica en una sociedad autogestionaria* (Accessible à <www.cnt.es/fal/BICEL11/22.htm>, consultation mai 2005)
Guillén, Abraham (1988): *Economía Libertaria. Alternativa para un mundo en crisis*, Bilbao, Fundación de Estudios Libertarios Anselmo Lorenzo, 635 p.
Guérin, Daniel (1984): *El anarquismo*, México, Antorcha, 192 p.
Iturraspe, Francisco - Comp. - (1986): *Participación, Cogestión y Autogestión en América Latina*, Caracas, Editorial Nueva Sociedad, 2 Vol.
Kropotkin, Piotr (1989): *El apoyo mutuo*, Móstoles-Madrid, Madre Tierra, 343 p.
La Boëtie, Ettiene (1980): *Discurso sobre la servidumbre voluntaria*, Barcelona, Tusquets, 196 p.
León Cedeño, Alejandra (2000): *"Guía Múltiple de la Autogestión"* (Accessible à <www.gatonegro.netfirms.com/contralascuerdas/autogestion.htm>, consultation mai 2005).
Mantero, Osvaldo (1982): *Cogestión en la Empresa*, Caracas, ILDIS, 156 p.
Massari, Roberto (1977): *Teorías de la autogestión*. Bilbao, Zero Zyx, 284 p.
Méndez, Nelson y Alfredo Vallota (2001): *Bitácora de la utopía. Anarquismo para el Siglo XXI*, Caracas, Biblioteca UCV, 133 p.
Mintz, Franz (1977): *La autogestión en la España revolucionaria*, Madrid, La Piqueta, 436 p.
Perrow, Charles (1998): *Sociología de las Organizaciones*. Aravaca-Madrid, McGraw-Hill, 369 p.
Souchy, August y Pierre Folgare (1977): *Colectivizaciones. La obra constructiva de la revolución española*, Barcelona, Fontamara, 236 p.
Vallota, Alfredo (2004): "La técnica y el desafío del Siglo XXI", en revista *El Cuervo* # 31, Universidad de Puerto Rico, Aguadilla, pp. 56-67.
Volin (1977): *La revolución desconocida*. Buenos Aires, Proyección, 445 p.





Retrouvez chaque Jeudi en kiosque le Monde Libertaire, organe de la Fédération Anarchiste et sur le web…
http://www.federation-anarchiste.org/ml
Ecoutez Radio Libertaire en Direct sur Internet :
http://www.federation-anarchiste.org/rl

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur l'anarchisme se trouve dans les librairies …

Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris.
L'insoumise, 128 rue St Hilaire, 76000 Rouen.
La Commune, 9 rue Malakoff, 35000 Rennes
La Plume Noire, 19, rue Pierre Blanc, 69001 Lyon
L'autodidacte, 5 rue Marulaz, 25000 Besançon.
Bibliothèque « La Rue », 10 rue Robert Planquette, 75018 Paris



Je désire prendre contact avec la Fédération Anarchiste

NOM & Prénom

……………………………………………

Adresse

……………………………………………

……………………………………………

Téléphone & Email

……………………………………………

Talon à renvoyer au 145, rue Amelot, 75011 Paris

Retrouvez la Fédération Anarchiste sur le Web…

www.federation-anarchiste.org

et les sites webs de quelques-uns des groupes fédérés…

groupe de Rouen www.chez.com/farouen
groupe Nada (Toulon)www.fatoulon.lautre.net
groupe La Sociale (Rennes)www.farennes.org
groupe Ici et Maintenant (Bruxelles)www.ici-et-maintenant.org
groupe de Strasbourg www.fastrasbg.lautre.net
groupe Proudhon (Besançon)www.lautodidacte.org
groupe Gard-Vaucluse www.fa-30-84.org
liaison Corbeil-Essonnes (91) www.multimania.com/anarchismes
groupe Acratie (Chambéry)www.acratie.lautre.net
groupe Marée Noire (Nancy)www.maree-noire.info
groupe Stirner (Caen)www.fa-caen.fr.st
groupe de Saint-Brieucwww.fa-souvenance.zaup.org
liaison Ardennes L'en Dehors endehors.org

L'EDITEUR

Editions du Monde Libertaire
www.federation-anarchiste.org/editions
Pour toute commande ou pour recevoir notre catalogue complet
(avec le résumé des titres ci-dessous):
145, rue Amelot, 75011 PARIS, ou editions@federation-anarchiste.org

Depuis quelques décennies maintenant, les *Editions du Monde Libertaire* brandissent haut et clair le drapeau de la révolution sociale. Chaque brochure, chaque livre, est une cartouche que la révolte peut mettre dans le fusil de l'espoir. Est-il besoin de le préciser, les *Editions du ML* ne sont financées que par les ventes, par vous… que par et pour toutes celles et tous ceux qui ont dans le cœur un autre présent et un autre futur de liberté, d'égalité, d'entraide, d'autogestion…

Collection Bibliothèque anarchiste

- *Berneri Camillo,* **Ecrits choisis**, 18,25 euros
- *Gaston Leval* **L'Etat dans l'histoire** 299 pages, 9,15 euros
- *Pierre-Joseph Proudhon* **De la capacité politique des classes ouvrières** 1977, 2 tomes, 9,15 euros
- *Luigi Fabbri* **Dictature et révolution** 1986, 276 pages, 9,15 euros
- *Maurice Joyeux* **Sous les plis du drapeau noir : souvenirs d'un anarchiste** 1988, 300 pages, 18,25 euros
- *Collectif* **Mai 68 par eux-mêmes** 1989, 239 pages, 13,75 euros
- *René Berthier* **Bakounine politique** 1991, 240 pages, 15,25 euros
- *Sébastien Faure* **Ecrits pédagogiques** 1992, 172 pages, 12,20 euros
- *Gaetano Manfredonia* **La lutte humaine : Luigi Fabbri, le mouvement anarchiste Italien et la lutte contre le fascisme** 1994, 415 pages, 16,75 euros
- *M. Delasalle, A. Miéville, M. Antonioli* **Anarchisme et syndicalisme ; le Congrès Anarchiste International d'Amsterdam (1907)** 1997, 231 pages, 9,15 euros (*****)

Collection Brochure anarchiste

- *Christiane Passevant et Larry Portis,* **La main de fer en Palestine,** 96 pages, 5,35 euros
- *Raynaud Jean-Marc,* **Unité pour un mouvement libertaire**, 3 euros
- *Maurice Joyeux* : **L'hydre de Lerne**, 1967, 56 pages, 1,5 euros
- *Pelletier Philippe,* **Super-Yalta : esquisse géopolitique de la situation mondiale,** 1991, 3 euros
- *Collectif* **Réflexions et propositions anarchistes sur le travail** 1995, 64 pages, 3 euros
- *Floréal* **A la petite semaine : chroniques sans dieu ni maître** 1997, 48 pages, 3 euros (*)
- *Fédération Anarchiste* **Agir au lieu d'élire : les anarchistes et les élections** 1999, 48 pages, 3 euros (*)
- *URRAFA* **L'anarchisme aujourd'hui**, 4ème éd 2000 48 pages, 3 euros (*)
- *JF Fueg et René Berthier* **Anticommunisme et anarchisme** 2000, 48 pages, 3 euros (*)
- *Collectif* **Le quartier, la commune, la ville… des espaces libertaires !** 2001, 48 pages, 3 euros (*)
- *IFA* **Pour un avenir libertaire : contributions de l'Internationale des Fédérations Anarchistes** 2002, 48 pages, 3 euros
- *Collectif* **Qu'est-ce que l'anarchisme,** 2005, 32 pages, 2 euros

Collection Du charbon pour les braises / Réflexions croisées sur…

- *Réflexions croisées sur* **Le travail**, 2003, 80 pages, 5 euros (*)
- *Réflexions croisées sur* **Les retraites**, 2003, 72 pages, 5 euros (*)
- *Xavier Bekaert,* **Anarchisme, Violence Non Violence**, 2005, 80 pages, 5 euros (*), 2ème édition revue et augmentée

Collection Graine d'Ananar

- ✯ *Daniel Vidal* **Paul Roussenq, le bagnard de Saint-Gilles** 1998, 39 pages, 3 euros (*)
- ✯ *Raymond Vidal-Pradines* **Benoist Rey** 1999, 40 pages, 3 euros (*)
- ✯ *Claire Auzias* **Louise Michel** 1999, 56 pages, 3 euros (*)
- ✯ *Pépita Carmena* **Mémoires** 2000, 72 pages, 4,5 euros (*)
- ✯ *Jacinthe Rausa* **Sara Berenguer** 2000, 3 euros (*)
- ✯ *Ronald Creagh et Frank Thiriot* **Sacco et Vanzetti** 2001, 48 pages, 3 euros (*)
- ✯ *Philippe Blandin* **Eugène Dieudonné** 2001, 64 pages, 4,5 euros (*)
- ✯ *Roland Bosdeveix,* **Maurice Joyeux,** 2005, 112 pages, 9 euros
- ✯ *Augustin Souchy,* **Attention, Anarchiste ! Une vie pour la liberté**, 2006, 284 pages, 10 euros

Collection Ici et Maintenant

- ✯ Jean-Pierre Levaray **Suzana : Chronique d'une vie sans papiers** 2000, 48 pages, 3 euros (*)
- ✯ *Jean-Pierre Tertrais* **Pour comprendre la "crise" agricole** 2001, 48 pages, 3 euros (*)
- ✯ *Groupe Louise Michel* **Zéro euro, zéro fraude : transports gratuits pour toutes et tous** 2002, 48 pages, 3 euros (*)
- ✯ *Union locale La Commune,* **Le contrôle social en société dite démocratique** , 2003, 64 pages, 5 euros
- ✯ *Jean-Pierre Tertrais*, **Du développement à la Décroissance, Pour en finir avec l'impasse suicidaire du capitalisme**, 2004, 48 pages, 3 euros.
- ✯ *Collectif* **Le Vaaag, (Village alternatif anticapitaliste et anti-guerres) une expérience libertaire.** 2004, (**) 141 pages, 10 euros
- ✯ *Collectif,* **L'action militante à la Fédération Anarchiste, monter un groupe, rompre l'isolement**, 2004, 86 pages, 5 euros

Collection Increvables Anarchistes

- ✯ *Collectif* **Le hasard et la nécessité : comment je suis devenu libertaire** 1997, 96 pages, 6 euros (*)
- ✯ *Le Monde Libertaire* **Histoire(s) de l'anarchisme, des anarchistes et de leurs foutues idées au fil de 150 du Libertaire et du Monde Libertaire** vol.1 à 10, 52 pages, 3 euros la brochure (*) : des origines à 1914 (vol. 2) ; de 1914 aux années 30 (vol. 3 &4); les mouvements libertaires français, bulgare et juif (vol. 5) ; Espagne, la révolution sociale contre le fascisme (vol. 6), de 1939 à 1945, la résistance anti-fasciste aux luttes anticoloniales (vol.7), de 1945 à 1968, avec un A comme dans Culture(vol.8), de 1968 à 1975, lendemain de "grand soir" (vol.9), de 1981 à 1990, les années Mitterac-Chiran (vol.10)
- ✯ *Collectif* **Espagne 36 : Les affiches des combattant-e-s de la liberté** 2006, 160 pages en couleurs, 33 euros (****)

Collection Propos Mécréants

- ✯ *Collectif* **La religion, c'est l'opium du peuple** 2000, 48 pages, 3 euros (*)
- ✯ *Collectif*, **Antireligion : « Regards sur l'obscurantisme religieux et la nécessité de le combattre »**, 2005, 64 pages, 4 euros.

Collection Pages Libres

- ✯ *Collectif*, **RadioActivité: les faibles doses**, 55 pages, 4,5 euros (***)
- ✯ *Gérard Lorne :* **Du rouge au noir : mémoire vive d'un porteur de valise**, 9,15 euros
- ✯ *Patsy :* **Ramadan plombé** (suivi de) **Un gorille, sinon rien**, 127 pages, 6,85 euros
- ✯ *Groupe de Nantes de la Fédération Anarchiste*, **Ras la coupe**, 3 euros
- ✯ *Théo Simon* **Drogues contre la criminalisation de l'usage: libertés individuelles contre logiques d'Etats et capitalistes**, 134 pages, 7 euros
- ✯ *Collectif* **Libres comme l'air : quinze nouvelles pour Radio-Libertaire** 1991, 143 pages, 12,95 euros
- ✯ *Yves Peyraut* **Radio-Libertaire, la voix sans maître** 1991, 170 pages, 13,70 euros

✯ *Groupe Saornil* **La construction européenne ou le nouveau visage de la barbarie capitaliste et étatiste** 1999, 48 pages, 3 euros (*)
✯ *Groupe Saornil* **La construction européenne ou le nouveau visage de la barbarie capitaliste et étatiste** 1999, 48 pages, 3 euros (*)
✯ *Ecole libertaire Bonaventure* **La farine et le son** 1999, 71 pages, 4,5 euros (*)
✯ *Benoist Rey* **Les Egorgeurs** 1999, 123 pages, 9,15 euros (groupe Los Solidarios)
✯ *Collectif* **Mujeres libres, des femmes libertaires en lutte : mémoire vive de femmes libertaires dans la Révolution Espagnole** 2000, 329 pages, 12,20 euros (groupe Las Solidarias)
✯ *Lukas Stella* **Abordages informatiques** 2002, 48 pages, 3 euros (*)
✯ *Cédric Dupont* **Ils ont osé ! Espagne 1936-1939 : chroniques, témoignages, reportages… de l'époque** 2002, 404 pages, 15 euros (groupe Los Solidarios)

Collection Notre histoire

✯ *Collectif* **La résistance anarcho-syndicaliste allemande au nazisme** 2001, 64 pages, 4,5 euros (*)

Bandes dessinées

✯ *Hombourger François,* **Makhno, la révolution libertaire en Ukraine,** 2003, 71 pages : 1ère partie (1918-1919), 10 euros & 2ème partie , 71 pages (1920-1934), 10 euros
✯ *Santin Fabio, Elis Fraccaro,* **Malatesta,** 2003, 112 pages, 15 euros

Vidéos

✯ *Collectif,* **Des alternatives sociales en actes, « Spezzano albanese » suivi de « Tivaouane »**, VHS, 2003, 80 minutes 12,20 Euros
✯ *Florence Miettaux et Grégory Mouret* **A l'épreuve du réel, l'expérience du VAAAG,** DVD, 2005, 56 minutes, 8 euros (**)



Achevé d'imprimer en Janvier 2006, Imprimerie Le Gaillard, Cesson-Sévigné

---

* en coédition avec les éditions Alternatives Libertaires
** en coédition avec les éditions de No Pasaran
*** en coédition avec le magazine « Silence », Silence Hors Série N°5
**** en coédition avec les Editions Libertaires
***** en coédition avec les éditions Nautilus